

Compte rendu du conseil municipal du 2 mars 2006

Programme de logements sociaux de la Croix de Berny :

Jean Paul Dova en provocateur !

Lors du débat budgétaire, le problème de l'opération de logements sociaux située rue Fenzy rue du Parc a été abordée. Le Président de l'Office Départemental HLM, ne cherche pas le dialogue avec les riverains mais pratique l'anathème. Une pétition est signée : elle est surtout remplie de noms de gens qui habitent dans le quartier et pas dans la rue... Une opposition se fait jour : elle est le fait de gens qui ne veulent pas de noirs et d'arabes dans leur quartier dit M. Dova. Ces arguments sont un peu courts et simplistes. Citoyens rappela que, compte tenu des conditions d'attribution, où sont privilégiées les membres de l'UMP (2 sur 16 au moins dans le nouveaux logements Jeanne d'Arc, et au moins 1 dans les nouveaux logements du Bourgneuf), la mixité n'était pas la préoccupation première de ces opérations !

Passage à niveau : Le train repart !

Citoyens à Antony a demandé, dans le cadre des questions diverses si la municipalité possédait enfin les plans de RFF pour la suppression (éventuelle) du passage à niveau. Le maire répondit en déclarant qu'un comité de suivi aurait lieu le 20 mars. Les élus seront donc informés à cette date, et pourront relayer l'information dans les quartiers concernés, où l'inquiétude est vive.

Garderies Municipales : Un système de pointage bureaucratique

Citoyens et radical a relayé l'opinion des parents des enfants qui fréquentent les garderies. Pour pointer leur présence, les employés sont obligés de surligner sur des feuilles des codes barre ce qui constitue des pertes de temps et du gâchis. Nous avons demandé la mise en place d'un système moins archaïque et plus moderne mais la maire adjointe a considéré que le système était parfait, et qu'il n'y avait donc rien à redire ni à refaire. Une fois encore, comme pour les crèches, l'organisation de la gestion administrative de ces services publics n'est pas pensée par les élus de la Ville et c'est dommage.

Logements sociaux : Une proposition de Citoyens écoutée

La municipalité est sur le point d'acquiescer, 11 rue de la Méditerranée (dans le Grand Ensemble) des logements sociaux. Le Maire d'Antony, commentant cette décision de l'exécutif (dont doit être informée l'assemblée délibérante) déclara qu'elle allait dans le sens de la demande de Citoyens à Antony qui réclame depuis des années l'utilisation de la préemption (achat de biens immobiliers privés par la Ville) pour accroître le nombre de logements sociaux...

Tarifs municipaux :

Les élus Citoyens et Radical constructifs

En décembre 2005, nous avons demandé l'application du quotient familial sur de nombreuses activités (les élus de la gauche plurielle préfèrent eux le système du taux d'effort), mais la Ville réfléchit encore. Nous avons alors demandé des améliorations sur certains points comme la dégressivité des tarifs du Club Scientifique lorsqu'il est fréquenté par deux enfants de la même famille. Cette proposition a été acceptée et une délibération l'illustre, que nous avons évidemment voté.

Associations culturelles :

Le maire préfère le clientélisme au pluralisme

Depuis des mois, une association culturelle musulmane demande un rendez vous au Maire. Elle ne l'obtient jamais alors même qu'elle draine un nombre important de personnes dans ses locaux de la rue de Mégève. Les élus Citoyens ont donc demandé au Maire de recevoir cette association. La réponse du Maire fut la suivante : « Je ne veux pas les recevoir et c'est comme ça ! » Drôle de vision de l'écoute ! Pourtant cette association est ouverte et participe au dialogue des religions puisqu'elle a invité plusieurs fois le prêtre de la paroisse Saint Jean (dans le Grand Ensemble). La seule raison qui paraît expliquer cette intolérance municipale est le fait que la mairie sponsorise une autre association contrôlée par une conseillère municipale UMP.....

Policiers dans les collèges : La majorité ne se prononce pas

La gauche plurielle a proposé un vœu au Conseil Municipal sur la proposition de Nicolas Sarkozy de mettre des policiers référents dans les collèges. Jean Paul Dova, conseiller général a défendu le ministre mais la mairie n'a pas souhaité que le vœu soit voté, ni même demandé un soutien à la proposition du Conseil Général... ce qui est en soi une avancée puisque la majorité municipale pense peut être que le dispositif n'est pas adapté à notre ville (mais elle ne peut le dire !).

Compte rendu du conseil municipal du 2 mars 2006

Place Mounié-Place Cassin : Un investissement non prioritaire

Le réaménagement des Places situées en face du RER Antony et de l'école maternelle Ferdinand Buisson n'est pas une priorité. On avait d'ailleurs arrivé à en persuader l'ancien maire, Raymond SIBILLE qui avait suspendu le projet en 2002. Mais le maire actuel veut mener à bien ce projet qui conduira à la disparition des deux kiosquiers actuels, du garage à vélos, des arbres actuels, et l'aménagement d'une place avec jets d'eaux en remplacement....Nous avons rappelé notre opposition à ce projet. Avec les crédits investis là, on aurait pu rénover le gymnase Lafontaine, créer des lieux pour les jeunes...

Citoyens et radical a demandé si une opposition s'était manifestée lors de la commission d'appel d'offres qui attribue les marchés. Le maire a dit qu'il y avait eu unanimité.

Pourtant, Antony Tous Ensemble siège dans cette commission. Pourquoi ce groupe s'oppose t-il au projet en public (un de ses membres a même parlé de gachis) et pourquoi dans des commissions où ne siègent que des élus, elle est favorable à l'opération...on appelle cela du double langage, et cela justifie qu'on veuille dans cette ville faire de la politique autrement ! Il était d'ailleurs touchant de voir que ce sont le Maire UMP et le conseiller général UMP qui sont venus au secours de l'écu de l'opposition qui a approuvé le projet en commission d'appel d'offres.

Effectifs municipaux : Opacité ou manque de compétences ?

La Chambre Régionale des Comptes a rappelé à la Ville que le conseil municipal devait pouvoir contrôler les mouvements d'effectifs qui ont un impact sur le budget communal. Pourtant, c'est toujours aussi compliqué d'y voir clair. Lorsque les élus posent une question, l'adjoint « compétent » ne sait pas répondre, et lorsque les opposants ont l'outrecuidance d'insister (avec courtoisie), la majorité s'énervé et évoque un harcèlement...pourtant ces questions mériteraient plus de sérieux car c'est l'argent des contribuables antoniens qui est dépensé....

Vers la privatisation de la gestion des ressources humaines ?

Une délibération a concerné la signature d'une convention entre la Ville et la CAHB (communauté d'agglomération des Hauts de Bièvre mise en place depuis 2002) pour la gestion du personnel. Un des articles de cette convention évoque la privatisation de cette gestion comme solution. Cette solution est déjà mise en place dans certaines villes mais elle s'éloigne de la notion de service public.

Citoyens et radical a donc voté contre cette décision, comme le reste de l'opposition d'ailleurs. Ce qui est un peu surréaliste, c'est que lorsque la délibération a été votée à la CAHB, l'opposition a voté pour, avec la majorité de l'agglomération. Sans doute une erreur de communication dans l'opposition, et/ou une méconnaissance des éléments du dossier !

Cité Duval :

La clinique Liberté déménage

La Ville possède Cité Duval (près de Fontaine Michalon) plusieurs propriétés, dont une abrite une annexe d'un hôpital spécialisée dans les problèmes d'alcool et de toxicomanie. Ce travail discret et pérenne mérite d'être soutenu. Mais le pavillon où sont logés les services de la clinique menace ruine. La Ville a donc demandé aux occupants de bien vouloir migrer dans des locaux à Bourg la Reine. Elle s'est engagée, en revanche, à les reloger, sur Antony, dans des délais très rapprochés.

Parking des Baconnets : Quel est le projet ?

Le conseil municipal a décidé (et nous avec) de démolir le parking couvert et de surface situé près du centre commercial. L'idée est de construire à la place un parking de 100 places souterraines (contre 20 actuellement et autant en surface). Mais par contre, comment va être géré l'équipement ? Est ce que les places seront payantes et au même tarif qu'en centre ville ? Il est clair que pour permettre au centre commercial de bien vivre, les possibilités de parking et son coût ont une importance primordiale. Un coût élevé pourrait dissuader les habitants du quartier de venir faire leurs courses, surtout quand on sait la proximité de la place de France. La majorité municipale a été évasive dans ses réponses. On apprenait que le concessionnaire actuel des parkings de la Ville (VINCI) n'était pas très partant pour gérer l'équipement du Grand Ensemble ce qui peut expliquer le flou des réponses municipales, qui ne sait pas encore qui gèrera (et comment) l'équipement.